



Denis Merklen

Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques ?

Presses de l'enssib

Conclusion

DOI : 10.4000/books.pressesenssib.2157

Éditeur : Presses de l'enssib

Lieu d'édition : Villeurbanne

Année d'édition : 2013

Date de mise en ligne : 19 décembre 2017

Collection : Papiers

ISBN électronique : 9782375460887



<http://books.openedition.org>

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2013

Référence électronique

MERKLEN, Denis. *Conclusion* In : *Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques ?* [en ligne]. Villeurbanne : Presses de l'enssib, 2013 (généré le 01 février 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/pressesenssib/2157>>. ISBN : 9782375460887. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.pressesenssib.2157>.

Ce document a été généré automatiquement le 1 février 2021.

Conclusion

- 1 L'absurde naît de cette confrontation entre l'appel humain et le silence déraisonnable du monde.
Albert Camus¹
- 2 Dès le début, une malédiction pèse sur « l'esprit », celle d'être « entaché » d'une matière.
Friedrich Engels et Karl Marx²
- 3 Les incendies de bibliothèques ne sont certainement pas faciles à interpréter. À commencer par le fait que ces formes d'action ne sont pas accompagnées d'un discours explicite et revendicatif de la part de leurs protagonistes. Et les autres acteurs concernés, par exemple les maires, les élus, les hommes politiques ou les bibliothécaires, ne s'expriment que très rarement à ce propos, et quand ils le font, c'est pour condamner des faits aberrants. La presse a, elle aussi, très peu publié sur ces incendies. Enfin, avant notre enquête, les sciences sociales ont totalement ignoré ces incendies pourtant récurrents dans un territoire des « banlieues » très investi par la recherche en sciences sociales.
- 4 Cependant, la parole n'est pas absente des espaces sociaux où les incendies ont lieu. Le verbe imprègne les échanges entre agents et acteurs sociaux, politiques et institutionnels, et les multiples productions discursives que nous pouvons observer prennent aussi bien des formes orales qu'écrites, de l'échange informel à la communication institutionnalisée, de l'expression artistique au discours politique, de l'écriture sur papier au développement de divers espaces numériques. Comme nous avons pu l'observer tout au long de cet ouvrage, la vie culturelle de cet univers populaire est foisonnante, et elle est aussi traversée de conflits et de tensions diverses. Mais les incendies constituent une forme d'action singulière, car non discursive.
- 5 Une action sans paroles ? Pas exactement. Disruptif, l'incendie apparaît comme l'action qui tente de dire quelque chose et qui cherche à faire parler, à rendre audibles et visibles une réalité et des points de vue qui ont du mal à participer aux échanges discursifs de l'espace public et des institutions. Telle est peut-être l'essence même des incendies : faire parler. Tel est, en tous les cas, son effet le plus saillant. Il ne s'agit pas d'une action de force, comme la grève qui vise à contraindre l'autre. Rien de tel ici. La cible de l'action est l'espace public. Mais nous sommes confrontés à un paradoxe

apparent, car si l'essence des incendies est de faire parler, un épais silence les accompagne. Il convient alors de s'interroger sur ce silence qui entoure, comme pour les étouffer, les incendies. Quels sont les locuteurs qui se taisent ? Quelle est la parole qui ne se prononce pas ? Et pour quelles raisons ? Et surtout, quel est le statut des paroles qui se taisent et de celles qui se prononcent ? Tout indique que la parole qui manque est celle qu'on qualifie habituellement de « politique » : les discours prononcés par des porte-paroles ou des hommes politiques reconnus qui prendraient la parole pour en donner le sens, cette parole dite dans les médias, la presse, les livres. Les incendies rendent ainsi manifeste l'existence de deux formes de la parole et de deux espaces de débat et de circulation du discours. Dans l'un les actes sont tus, dans l'autre ils sont parlés ; un type de discours est tu, l'autre profite de l'espace ouvert par les actes pour s'exprimer.

- 6 Une fraction des classes populaires agit par l'intermédiaire de ces incendies pour tenter de se rendre audible. Ceux qui le font manient aussi bien qu'ils le peuvent l'espace des échanges sociaux, culturels et politiques visés par l'action afin de rendre celle-ci efficace. On ne fait pas n'importe quoi, on ne vise pas n'importe quoi et on n'utilise pas n'importe quel moyen pour se manifester. Par exemple, jamais les personnes physiques ne sont prises pour cible et on n'enregistre aucun blessé sur les soixante-dix incendies recensés. C'est que l'attaque des bibliothèques constitue un acte de signification. Et l'acte signifie avant tout l'institution qu'est la bibliothèque et son action. L'incendie fait émerger une série de caractéristiques condensées dans cette institution située entre l'État et le quartier, en même temps culturelle et sociale, institution centrale de l'écrit, mais distincte de l'école, politique sans être partisane, espace militant et espace public, ouverte au quartier, mais nettement séparée de celui-ci, opportunité offerte et en même temps emblème d'un groupe social qui rappelle jusqu'à la provocation l'ignorance de tous ceux qui la regardent de loin sans pouvoir y entrer, espace souvent luxueux au milieu de la pauvreté, temple des livres dans un univers où la question de la langue constitue l'un des objets centraux des conflits sociaux et politiques.
- 7 L'incendie apparaît comme une forme d'action au contact d'une autre modalité d'action, celle de la bibliothèque. La première a à son avantage le fait de rendre visible la deuxième, la politique de la bibliothèque, la politique de l'État par l'intermédiaire de la bibliothèque et l'action des bibliothécaires à travers la bibliothèque : trois agents qui visent l'espace du quartier afin de le transformer. À regarder avec un peu de temps et de patience ces incendies, on voit s'illuminer une série de rapports sociaux et de questions qui, autrement, seraient restées opaques dans la grisaille des cités HLM. Ainsi, ce livre a été une tentative pour mettre ces faits en rapport avec une trame de relations extrêmement dense. Les attaques peuvent ainsi aider les bibliothèques à voir autrement l'espace où elles agissent et à regarder autrement leur propre action.
- 8 Mais les incendies qualifient aussi le groupe social qui en est l'auteur, et par extension la situation des classes populaires au sein de la société. Les incendies mettent en évidence un aspect paradoxal, voire tragique, de la relation entre les quartiers et leurs bibliothèques et inversement, entre les bibliothèques et leurs quartiers. Nous observons les bibliothèques comme de petites barques dans une mer tourmentée, agitées par une série de vents et de courants qu'elles ne peuvent que regarder de l'intérieur de l'institution, derrière la vitre, mais qui pourtant secouent la barque et menacent de la faire chavirer. L'extraordinaire processus de désindustrialisation et de destruction de postes de travail manuels, qui se traduit par un chômage de masse

depuis déjà plus de trois décennies et agit toujours comme une force violente, a profondément transformé l'univers où agissent les bibliothèques de quartier, et cette force continue à opérer. Elle a laissé en décalage l'État et l'école. Elle sape les bases de la culture humaniste et de gauche sur laquelle s'appuyaient les bibliothèques. Et à ce mouvement se sont plus récemment ajoutés ceux de la numérisation et d'Internet qui n'agissent pas avec moins de force. Dans la tempête, les bibliothécaires déploient leurs voiles, tiennent le gouvernail et naviguent, mais dans quelle direction ?

- 9 Et la lumière des incendies se reflète sur les habitants en prise avec les intervenants sociaux et les bibliothécaires, comme si ceux-ci étaient les responsables des discriminations et des exclusions qui trouvent en réalité leur origine dans des espaces sociaux totalement inaccessibles à leurs modes d'action. Il y a peut-être là un sens à provoquer l'horreur par l'incendie : tenter d'attirer le regard pour dire que l'espace vital de ces quartiers fait aussi partie de l'espace de tous, tenter de toucher quelque chose de ce « sacré » représenté par la bibliothèque pour faire comprendre que la situation est grave et qu'elle ne peut plus nous laisser indifférents. Mais pour ceux qui sont déjà à l'écart des dynamiques économiques et de valorisation du capital, le risque est grand d'épouvanter puis de voir partir ceux qui viennent en amis, et de n'avoir pour seul résultat que de devoir rester dans l'indifférence, sans plus attirer l'attention de personne. Auraient ainsi raison ceux qui qualifient ce type d'action d'incompréhensible, d'irrationnelle, de nihiliste.
- 10 Frappé par le chômage, l'univers des quartiers populaires semble s'éloigner du politique et être envahi par des formes plus ou moins anomiques de l'existence collective. Cependant, nos observations donnent à penser que, contrairement aux apparences, la vie dans ces espaces sociaux n'a pas perdu son caractère politique. Seulement, celle-ci a pris des formes aussi difficiles à comprendre qu'à accepter. La reconnaissance du quartier à la fois comme cadre de formes spécifiques de mobilisation sociale et comme cadre d'une socialisation politique singulière ne s'est pas faite sans difficulté ; elle a eu lieu en France seulement par éclipses et ne se manifeste qu'à l'occasion des émeutes : celles du début des années 1980 à Lyon, celles de l'automne 2005. Et pourtant, ce sont bien ces émeutes qui constituent la toile de fond des politiques publiques, ce qui motive la politique de la ville.
- 11 Tout au long de ce texte, nous avons mobilisé le concept de « politicalité » pour regarder les classes populaires non pas à partir de leurs seuls déterminants sociaux ou économiques, mais pour prendre en compte la politique comme une dimension à part entière de la vie sociale. En observant la conflictualité qui entoure les bibliothèques de quartier, nous voyons en quoi et comment la politique fait le populaire aujourd'hui et, en même temps, en quoi et comment le populaire prend place dans les conflits sociaux et politiques, défend ses intérêts et tente de porter une voix dans l'espace public.
- 12 Les incendies diffractent leur lumière dans un univers des classes populaires qui souffre de la fragmentation sociale, très négativement marqué par les dynamiques d'individuation qui traversent avec force l'ensemble de notre société et arrivent jusqu'à eux de la main des politiques sociales sous la forme de responsabilisations, d'exigences d'activation et d'injonctions biographiques. Ce sont des segments des classes populaires qui se pensent eux-mêmes et qui sont pensés beaucoup moins à partir des mots comme « ouvrier » ou « travailleur » qu'avec une référence permanente à l'idée de citoyenneté et à leur inscription territoriale, comme si leur lieu d'habitation déterminait leur place dans la société et dans la République. Un glissement du travailleur à l'habitant et au

citoyen où les classes populaires essaient de reconstituer des modalités d'action et de participation politique face à l'affaiblissement des formes « classiques » de mobilisation (celles qui se sont articulées autour du travail, notamment la grève). En somme, c'est une fraction des classes populaires qui se caractérise autant par sa sociabilité que par sa politicité. Deux formes de lien, social et politique, qui donnent lieu à deux formes de conflit.

- 13 C'est ainsi que l'espace politique qui se développe dans les quartiers en France à partir des années 1980 est difficile à saisir et non moins difficile à intégrer dans les cadres normatifs de la pensée politique contemporaine. Les formes de mobilisation qui lui sont associées posent problème notamment par le caractère fréquemment violent et/ou illégal de leurs mobilisations. Et si elles sont difficiles à penser, plus difficile encore est de les suivre pour des institutions comme les bibliothèques inscrites, en tant que service public, dans l'orbite de l'  tat.
- 14 Nous avons entendu des bibliothécaires caractériser les quartiers dans lesquels ils travaillent de « violents » et traversés par « l'insécurité ». Ils ont appuyé leur discours sur la réputation de l'environnement dans lequel ils exercent leur profession et les échos qu'ils ont pu en avoir avant de prendre leurs fonctions, cet imaginaire de « violence » dans les « quartiers difficiles » : « *Quand j'ai dit    ma famille que je viendrais dans le 93, ils m'ont dit "mais t'es folle !"* » (Agnès). « *Quand je suis venu travailler ici, je savais que   a allait être dur... L'image que j'en avais, c'était la banlieue, les violences, tout ce qu'on entend à la télé quoi.* » (Baptiste). Ou encore ce jeune bibliothécaire qui a fait le choix de ne pas indiquer à ses parents son lieu de travail et a préféré leur faire croire qu'il travaille à Paris « *pour pas leur faire peur* ». Cette image des quartiers comme des territoires violents est au centre de la difficulté à comprendre les incendies qui sont associés aux nouveaux répertoires d'action collective décrits au cours des années 1980 comme des « violences urbaines » avant qu'on parle d'émeutes » à partir de l'automne 2005. Ces mouvements de révolte collective sont directement liés aux déterminations et aux surd  terminations sociales que nous avons évoquées plus haut, mais ils ont un lien immédiat avec les « interventions » de l'état dans ces territoires – interventions dont l'action des bibliothèques fait partie.
- 15 La violence policière est l'un des vents de tourmente qui secouent l'univers où agissent les bibliothèques de quartier. En effet, une forme spécifique de la violence politique trouve son épicentre dans l'action de la police à l'égard de ces populations. Une violence résultant d'une réponse élaborée par l'état à ce magma de représentations avec lesquelles ces catégories populaires sont situées au sein de l'espace social. Ainsi, l'un des facteurs de politisation de cette forme de violence provient du sentiment, de plus en plus répandu parmi ces fractions des classes populaires, que la police fait un usage illégitime de la force. Le caractère récurrent de ces violences qui tombent « toujours sur les mêmes » contribue à l'élaboration d'une frontière sociale qui laisse d'un côté du corps politique les banlieues, les Arabes, les Noirs, les jeunes garçons, et de l'autre côté la police, les hommes politiques, les enseignants, les Français, les représentants de l'  tat. Et l'incapacité ou la réticence de l'institution judiciaire à soumettre la force publique à la loi contribue aussi à faire de ce conflit avec l'état un conflit collectif opposant deux groupes sociaux. C'est la raison pour laquelle la quasi-totalité des «   meutes » viennent en réponse à la mort d'un jeune dans le cadre d'une confrontation avec la police – que la mort en question ait été provoquée sciemment ou par accident étant le premier objet du conflit. L'action policière tend à qualifier

l'ensemble du conflit État-classes populaires, car elle réserve fréquemment le même type de répression (souvent illégale) aux faits qui, en principe, relèvent du droit commun (quand elle poursuit un vol ou un trafic illégal) et lorsqu'elle affronte un mouvement collectif. Du côté des classes populaires, la répétition des révoltes sous forme d'émeute vient mettre en question la légitimité de la répression policière et la tentative de contrôle de ces fractions des classes populaires par la force. La frontière entre conflit social et faits de droit commun court le risque de s'effacer. Le conflit s'installe alors comme un rapport de force dont l'issue est de part et d'autre incertaine, et ce, malgré l'asymétrie des moyens organisationnels et des instruments de violence dont disposent les deux groupes.

- 16 Dans ce cadre, l'émeute agit dans le sens d'un désenclavement du conflit, car son irruption dans l'espace public sort la violence policière de son invisibilité intrinsèque et rend possible la prise de parole et le débat. Combien de pages écrites, émissions de radio et de télévision ont été destinées aux émeutes et à leur contexte ? C'est aussi dans ce sens que l'incendie agit : le sort des quartiers entre dans l'espace public. Les prises de parole qui suivent l'événement lient ainsi inévitablement incendies et émeutes à la fois aux conditions sociales de ces fractions populaires (échec scolaire, racisme et discriminations quotidiennes, chômage, relégation urbaine), à l'action de l'État (limites de la politique de la ville et des protections sociales, attitude des forces de l'ordre, rôle de l'école) et à l'action des classes populaires elles-mêmes. Sur ce dernier point, une question fondamentale se pose : que pensent les spectateurs des incendies, quelle est la réaction de l'opinion publique, dans quelle mesure le feu ne contribue-t-il pas à discréditer et à isoler encore plus politiquement les « banlieues » ?
- 17 Que se passe-t-il lorsque nous observons les incendies reflétés dans les productions culturelles qui émergent dans le même univers social où on allume le feu ? Que nous lisons des livres ou des blogs, que nous écoutons des chansons ou que nous regardons des vidéoclips de rap, quelques thèmes ressortent au premier plan dans la production de ces auteurs³. Le premier d'entre eux est sans doute une critique de l'État qui contraste avec l'absence quasi totale de critique faite à d'autres groupes sociaux. Les habitants des cités HLM ne semblent pas manifester d'opposition ni d'animosité face aux riches ou aux « bourgeois », thèmes classiques des cultures populaires. En revanche, ils se manifestent très fortement contre un État qui est souvent dépeint comme violent, prolongeant une attitude colonialiste et raciste, parfois distant ou indifférent au sort des plus démunis. La cible est bien plus l'État que le capitalisme. En deuxième lieu, il y a une prise de parole en nom propre, celle d'un groupe social qui veut donner sa vision du monde et de soi en répondant aux questions « qui sommes-nous ? » et « dans quel monde vivons-nous ? ». Un thème où le positionnement du groupe s'accompagne d'une revendication fréquente de « la banlieue » et de « la cité », du « banlieusard » et parfois même de la « racaille », mais qui n'est pas exempt de conflits et de disputes inhérentes à une telle réflexivité collective. Ainsi, certains expriment des revendications assumées de la violence, tandis que d'autres vont exiger du groupe des comportements « corrects » identifiés à des refus de toute attitude violente. Certaines positions vont alors jusqu'à des formes inversées de racisme ou de défense culturelle, tandis que d'autres revendiquent un individualisme universaliste et égalitaire. Un troisième thème saillant et étroitement lié aux incendies et aux protestations est la critique de la culture et de la langue. Et les divisions sont ici aussi marquées. Tandis que les uns critiquent la légitimité de la langue officielle pour affirmer la légitimité de formes artistiques et expressives en franc conflit avec la

culture dominante, d'autres revendiquent au contraire le fait que les « banlieusards » sont aussi des locuteurs de la « langue de Molière » et affirment la « qualité » des productions artistiques de ce groupe social.

- 18 À côté de ces thèmes principaux dans les productions de cette culture populaire, ressortent en creux deux absences. La première, que nous venons de mentionner, est l'absence de critique vis-à-vis d'autres groupes sociaux, à une exception près : la forte et virulente critique des hommes politiques, perçus comme un groupe à part, très associé au contrôle de l'État et tenus largement pour responsables de la situation sociale vécue. La deuxième, non moins significative, est justement la faible revendication de l'État social. Peu nombreux sont, en effet, les livres ou les chansons où on entend défendre une école publique, une sécurité sociale ou un hôpital qui seraient menacés par un capitalisme sans limites. On comprend ainsi mieux quelle est la place de la bibliothèque dans cet ensemble complexe de productions culturelles. La bibliothèque occupe une place difficile, car ambivalente comme institution publique faisant partie de l'État, comme institution de la culture, comme institution du quartier et de la cité. Mais on comprend également que les bibliothèques de quartier doivent peut-être affirmer davantage leur rôle d'acteurs dans cet univers au lieu de concevoir leur action uniquement orientée par des concepts tels que celui de « publics » ou « usagers » qui cachent le fait que les univers où elles agissent se caractérisent par une forte conflictualité culturelle, sociale et politique.
- 19 La violence se trouve donc au centre de la politicité populaire des quartiers. Mais cette question ne recouvre pas la totalité de l'espace de mobilisation. Comme nous l'avons vu, l'incendie questionne la place et le rôle des institutions non seulement dans le rapport des classes populaires à l'État, mais aussi l'État lui-même dont elles contribuent à faire évoluer leurs politiques par leur action. C'est ce que nous révèle le cas des bibliothèques. En effet, en tant qu'agents de l'institution publique, les bibliothécaires et la bibliothèque sont placés par les habitants dans une très forte ambivalence. D'un côté, la bibliothèque est perçue comme « une chance pour le quartier », comme une forme d'accès à la culture, comme un investissement prestigieux, comme un espace ouvert à tous et apprécié de beaucoup, particulièrement investi par les familles, les enfants, les jeunes filles, les personnes âgées. Mais de l'autre côté, l'attaque de la bibliothèque vient signifier tout l'arbitraire de cette « intervention » de l'État, et d'un autre groupe social, dans « notre espace » du quartier. Les habitants déplorent alors les normes qui leur sont imposées par un autre groupe social et le contrôle que ce groupe exerce sur des ressources financières importantes. Souvent, dans ces bibliothèques on ne peut manger ni boire, parler, se retrouver en groupe. On demande souvent aux adolescents d'enlever casquette et écouteurs, de cracher leur chewing-gum. Les collections et les investissements sont décidés ailleurs, et les possibilités d'emploi ne reviennent pas aux habitants qui en ont besoin. Ils expriment ainsi un sentiment de dépossession. Est-ce « notre » bibliothèque, simplement parce qu'elle est dans notre quartier, ou est-ce la « leur », « un truc qu'on t'impose », comme beaucoup nous le disent ? La mobilisation et le conflit viennent mettre en évidence un sentiment contradictoire. D'un côté, les habitants veulent plus d'État, de service public et d'espace public dans une demande d'intégration de leur espace vital à la société ; de l'autre, ils contestent l'extériorité de la décision et de l'autorité qui s'impose à eux par ceux qui contrôlent les budgets, qui sont soutenus par la loi. C'est toujours la force publique qui, jamais trop loin, vient trancher lorsque les conflits dépassent certaines limites. C'est ainsi que le conflit peut être placé dans un cadre « postcolonial » où l'État est renvoyé à une espèce de force

d'« intervention étrangère », ce qui sape les bases de sa légitimité. Le quartier réactualise ici non seulement la mémoire coloniale, mais également, *via* les médias, associe la situation sociale aux interventions militaires de l'Occident en territoire d'Islam.

- 20 Enfin, nous observons les bibliothèques naviguer sur un dernier torrent qui donne forme à cet univers et façonne également la politicité populaire. L'affaiblissement du lien salarial a, dans ces quartiers, un impact bien plus profond que s'il s'agissait du simple effritement d'une structure solide ; il met en cause les projections des habitants vers l'avenir et leur place dans la société. Les bibliothèques de ces quartiers ont affaire à des individus et à des familles qui ont de plus en plus de mal à assurer leur survie par le travail et qui sont obligés d'aller chercher une bonne partie des ressources indispensables dans des dispositifs de politiques sociales largement localisés et distribués à travers le territoire. Cette réorientation de la lutte pour la survie articulée à la territorialisation de la politique sociale qu'on appelle couramment la « politique de la ville », entraîne une politisation de l'accès aux biens et aux services essentiels. Assurer le quotidien nécessite une mobilisation permanente, une dépense d'énergie auprès des guichets des institutions et de l'État qui contrôle ces ressources. Mais cette dépense d'énergie, ces tournées que nous observons de guichet en guichet, constituent aussi l'actualisation d'une différence sociale fondamentale entre ceux qui contrôlent les ressources et détiennent le pouvoir de décision et ceux qui dépendent de ces mêmes ressources pour vivre. Cette différence actualise et requalifie celle existant entre gouvernants et gouvernés dont nous parle Machiavel et qui a été soulignée depuis les années 1980 par la science politique ; et elle requalifie également la place de la bibliothèque dans l'univers populaire.
- 21 C'est dans ce cadre de conflits quotidiens que se fait l'expérience sociale de la discrimination, de l'asymétrie de pouvoir, de la dépossession. Et c'est cette expérience qui alimente le sentiment d'injustice sous la forme d'une *bronca* qui sort des invisibles interactions quotidiennes pour éclore dans l'espace public lors des révoltes, des émeutes, des incendies. Il n'y a pas de déconnexion entre d'un côté l'expérience des individus et des familles, des associations qui participent auprès des municipalités et des collectivités territoriales, et de l'autre côté les conflits, les incivilités et les violences incarnées par les émeutes.
- 22 Jacques Donzelot a attiré l'attention sur la dimension politique de la « crise des banlieues » et parle même de l'émergence d'une « citoyenneté urbaine » pour signaler que dans ce type de quartier une certaine demande sociale prend pour objet le « droit à la ville », rappelant les observations d'Henri Lefebvre des années 1960⁴. Selon Donzelot, nous observons dans les quartiers une évolution de la citoyenneté qui continuerait l'extension des droits « civils », puis « politiques », « sociaux » et aujourd'hui « urbains » prolongeant la caractérisation de T. S. Marshall sur l'évolution des droits. Les quartiers servent de cadre à une demande de reconnaissance de droits concernant l'habitat et la ville. Parce qu'elle donne accès aux services publics, aux possibilités de formation, à la culture, parce qu'elle est le lieu de toutes les sociabilités, de la mobilité et de la projection vers l'avenir, la ville apparaît aux classes populaires comme une composante clé de la citoyenneté. L'enjeu est majeur, particulièrement en France où les quartiers d'habitat social ont été souvent construits comme des isolats séparés physiquement et symboliquement de la ville, ce qui alimente toutes les problématiques

de la « ghettoïsation » et mène à poser ce type de situation sociale en termes de « relégation » ou d'« enclavement ».

- 23 La lumière des incendies se reflète ainsi sur cette fraction des classes populaires qui se définit fortement par son inscription territoriale dans des quartiers d'habitat social. Une forme d'inscription sociale résultant des politiques publiques qui fixent et attachent les classes populaires très fortement à certaines formes urbaines et à certains segments du territoire, avec aussi toute la dimension symbolique que cette assignation territoriale suppose en termes de catégorisation. On s'adresse alors aux « banlieues », aux « quartiers », aux « grands ensembles » ou aux « cités HLM », et les uns et les autres semblent y trouver des catégories sociales précisément déterminées qui ne sont plus définies en rapport avec la structure des catégories socioprofessionnelles ou avec le marché du travail. Mais l'inscription territoriale des classes populaires n'est pas une pure assignation. Elle résulte également de ce que font ces catégories sociales, du fait que celles-ci prennent leurs quartiers pour tisser des formes de solidarité d'autant plus essentielles que l'intégration salariale fait défaut. Et elle résulte aussi de ce qu'elles prennent leur quartier comme un point d'appui pour l'action. Or, comme nous l'avons vu, ces formes d'action ne se limitent pas à la question urbaine, et c'est l'une des raisons par lesquelles toutes les initiatives contenues dans la politique de la ville apparaissent comme insuffisantes pour donner réponse à ce qui se joue dans ces territoires.
- 24 Bien évidemment, il y a une demande sociale de rénovation urbaine, de désenclavement, d'amélioration du cadre de vie, de réparation des ascenseurs, de transports pour rendre meilleure la communication avec la ville, de plus d'équipements collectifs que ce soit au niveau des sports, des équipements culturels, sociaux ou éducatifs. Et paradoxalement, comme on nous l'a souvent dit dans le cadre de notre enquête, on dénonce la dépense dans des équipements « de luxe », comme dans les quartiers où de nouvelles bibliothèques sont bâties, contrastant fortement avec des appartements et des immeubles très dégradés.
- 25 Mais les mobilisations et les protestations ont aussi d'autres motivations et d'autres objets et dépassent le cadre d'une « citoyenneté urbaine ». Elles montrent que ce qui est en jeu, c'est la place de ces catégories dans la République (et alors elles se dressent contre les discriminations et le racisme), elles montrent que ce qui est en jeu, c'est l'État (et elles s'expriment alors contre la manière dont les institutions sont présentes dans leur territoire – la police, l'école, les bibliothèques, l'aide à l'emploi, les élus...); ces mobilisations mettent en question les formes de gouvernement (et elles se dressent alors contre les décisions de politique publique ou s'indignent face aux déclarations d'une autorité qui heurte une véritable « économie morale » selon laquelle un ministre ne peut pas nommer « racaille » une partie des citoyens), ces mobilisations mettent en question les pratiques politiques et notamment celles de la gauche (et ils nous disent alors qu'« ils sont tous pareils »). Revenons encore une fois à cette phrase lancée entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2007 par un habitant d'un quartier de Saint-Denis à une bibliothécaire : « *Si Sarkozy passe, on vous brûle la bibliothèque* » ; quel est le sens de cette menace lancée contre l'agent d'une municipalité de gauche qui pense faire tout le contraire de ce que propose le candidat Nicolas Sarkozy à ces populations ?
- 26 Les formes de la mobilisation que nous observons dans les quartiers se font entièrement à l'intérieur des frontières de la citoyenneté. Il n'y a quasiment plus d'horizon révolutionnaire au sein de l'univers populaire et toute l'action prend la

forme d'une exigence de démocratie et d'intégration républicaine. En ce sens, les quartiers ne peuvent pas être réduits au seul cadre d'une demande urbaine ni d'une demande de politique publique qui s'adresserait aux échelons locaux de gouvernement, municipalités ou collectivités territoriales. Cette demande y est présente, évidemment. Mais plus profondément, les quartiers servent de point d'appui à la manifestation politique, c'est-à-dire à la possibilité de construire collectivement un point de vue et de le manifester dans l'espace public, et, surtout, ils permettent de dire que la citoyenneté ne se limite pas à un contenu défini en termes de droits auxquels on accède. Au contraire, la citoyenneté se présente comme une matière ouverte dont le contenu s'établit dans le cadre de processus conflictuels jamais achevés. Le territoire offre un support essentiel à la socialisation politique là où les partis et les syndicats sont absents. Une absence double parce que ces organisations ne sont plus là (les partis politiques ne constituant pas des structures efficaces de l'organisation et de la socialisation sociales), et parce que les formes de mobilisation de ces quartiers ne rentrent pas dans les schémas de ces organisations qui irriguaient jadis la classe ouvrière et offraient des répertoires d'action adaptés à la situation.

- 27 Enfin, nous avons vu la lumière des incendies diffractée par les angles d'une parole écrite elle aussi éclatée en des plans discontinus. Car l'écrit n'offre pas une surface unique, mais multiple. Il y a bien une surface rigide et assez monolithique où l'écrit de l'école rejoint celui des administrations, très proche de la langue officielle, allié de la langue politique d'un côté et des écrits des humanités de l'autre, où « le livre » constitue un point de rencontre et d'alliance entre les catégories sociales qui contrôlent ces univers, prenant la place d'un sacré souillé par les incendies. Des institutions profondément mises en question par les effets de la précarité et du chômage, où elles se présentent dans toute leur ambiguïté, constituent souvent la seule stratégie viable pour « s'en sortir », mais représentent aussi dans un tel marasme les portes qui se ferment à l'avenir, des formes de contrôle social et de répression par l'écrit. Des institutions aussi liées à l'écrit par une culture de gauche qui y voit les chemins de l'émancipation sociale et individuelle, qui y assoit ses projets d'égalité par la culture, de subjectivation politique. Des institutions dont le mode de rapport à l'écrit est aussi déstabilisé par l'émergence d'autres univers de l'écrit (*via* Internet et les moyens numériques de communication et d'expression) plus difficiles à soumettre au contrôle des agents jusqu'ici autorisés à le faire, des intellectuels (enseignants, fonctionnaires de l'administration, éditeurs, journalistes, bibliothécaires, universitaires).
- 28 Le dispositif d'écriture de ce livre a donné au texte une forme kaléidoscopique. Celui-ci ne présente pas une structure chronologique où nous aurions suivi l'histoire des incendies ni une forme analytique où nous aurions traité les différentes dimensions de cette forme d'action, chapitre après chapitre. Nous avons plutôt tourné autour de l'objet que nous voulions observer pour voir sa lumière reflétée sur de multiples surfaces. C'est ce qui a donné comme résultat une trame complexe et, au milieu de cette complexité, un trou de serrure qui invite à y jeter un regard une fois encore, et encore, et encore. Le kaléidoscope rend ainsi visible un tissu de rapports desquels émerge l'événement, autant qu'une trame de relations et de rapports que l'événement éclaire et transforme. Il est alors vain de vouloir conclure. Il y a beaucoup à dire, à débattre et à discuter à partir du moment où les incendies des bibliothèques sont identifiés. Le temps n'est donc pas encore venu de conclure dans un espace social et politique où des éclats de ces lumières se réfléchissent encore sur des surfaces multiples.

NOTES

1. Albert Camus, *Le mythe de Sisyphe. Essai sur l'absurde*, Paris, Gallimard, 1942, p. 117.
2. Friedrich Engels, Karl Marx, *L'idéologie allemande*, Paris, Éditions sociales, 1968, p. 59 (1845-1846).
3. Très souvent, les auteurs de livres sont, avant tout, des auteurs de chansons et de vidéoclips.
4. Jacques Donzelot, *Quand la ville se défait. Quelle politique face à la crise des banlieues*, Paris, Seuil, 2006 ; et *Vers une citoyenneté urbaine ? La ville et l'égalité des chances*, Paris, Éditions de la rue d'Ulm, 2009.